

Rapport revendicatif CEN du 29 septembre 2020

Cher.es camarades

Nous sommes ravis de nous retrouver pour un temps de débat plus long que nos récentes réunions, et ce que ce soit en présentiel ou en audio.

Les conditions dans lesquelles se déroule cette CEN sont particulières. Nos valeurs altruistes nous imposent le port du masque durant toute la durée de cette CEN, et ce afin de protéger les autres, nous vous remercions donc de le porter y compris et surtout durant vos temps de parole.

Afin de faciliter nos travaux avec ces conditions que ce soit le port du masque mais aussi pour nos camarades en audio, nous ferons des pauses très régulières d'environ 10 minutes toutes les heures. Nous vous demandons de ce fait de bien respecter les temps de pause afin d'avoir le temps nécessaire à nos débats.

De la même manière nous tenterons collectivement d'avoir des temps de séances plus courts qu'à l'accoutumée.

Fidèle à ces conditions de réunions, je vais donc tenter de vous présenter un rapport revendicatif assez concis, même si l'exercice est compliqué du fait d'une actualité très chargée. Ce rapport ne se veut donc pas exhaustif, mais sert surtout à ouvrir le débat.

International :

Cet automne sera marqué par les élections américaines le 3 novembre, et sans dépeindre Donald Trump, ces élections ont de quoi inquiéter... Un 2ème mandat de Trump serait lourd de conséquences géopolitiques, politiques, climatiques et plus encore peut-être éthiques, pour les américains et pour le reste du monde. Les sondages restent favorables à Joe Biden, mais à l'heure des Bolsonaro au Brésil, Duterte aux Philippines, Orban en Hongrie, l'esprit du temps est favorable aux dirigeants populistes et néo-autoritaires.

En Biélorussie, c'est la démocratie qui est bafouée sans pudeur, entre les opposants au régime arrêtés avant et après les élections, Alexandre Loukachenko réprime sans relâche les manifestations d'un peuple qui réclame à être libre.

Enfin, au niveau international, et même si nous préférerions ne plus en parler ou surtout ne plus en entendre parler, la crise sanitaire a touché tous les pays du monde. La barre des un million de morts vient malheureusement d'être franchie. Cette crise sanitaire mondiale n'a pas fini de nous préoccuper car elle préfigure de crises économiques et sociales peut être sans précédents.

France :

Après les 152 féminicides de 2019, là la date du 26 septembre 68 femmes sont mortes, tuées par leur conjoint ou ex-conjoint. Rappelons que 94000 femmes et 130000 filles sont victimes de viol ou de tentative de viol chaque année en France. Ces rappels sont toujours essentiels dans nos débats, car comme pour tous les autres conquis, la lutte doit être permanente. Les tentatives d'atteintes aux droits des femmes, elles, ne cessent jamais ! Dernier exemple en date... la tenue républicaine à l'école... pour les filles bien sur...

Au niveau économique, un plan de relance destiné uniquement à la politique de l'offre, un plan de relance qui va injecter des milliards sans distinction de l'économie réelle ou financière, sans aucune contrepartie en termes d'emplois ou de salaires, à l'instar du CICE et autres aides aux entreprises...

Alors que les agents et salariés en 1ère ligne durant le confinement n'ont pas toutes et tous reçu une prime plus que méritée, l'État a versé 1500€ à 960000 entreprises pendant des mois sur simple déclaration... sans contrôle, sans parfois même d'immatriculation au RCS... Maintenant il est question de baisser les impôts de production, toujours sans contrepartie ... Cette pandémie n'est pas nouvelle, elle est connue, elle nous fait crever à petit feu, elle n'avance pas masquée, c'est celle du capitalisme...

Avec cette crise sanitaire, le gouvernement utilise donc la stratégie du choc et impose des reculs sans précédents à la population. Sa politique n'a pas changé, bien au contraire, et il applique sa politique partout, quoiqu'il en coûte, y compris dans la gestion de cette crise sanitaire.

Concrètement, ne prenons qu'un seul exemple : celui du Segur de la santé : si une augmentation de 180 ou 163 euros nets est à mettre au crédit des mobilisations post confinement, ce Segur dont l'accord n'a pas été signé par la CGT et pour cause, entérine l'annualisation du temps de travail, la réduction du temps de repos et seulement 15000 recrutements.

Ce Segur est bien à l'image du monde d'après de Macron. Si besoin en était, il nous alerte sur la politique salariale différenciée dans la fonction publique et fait le lien avec la réforme des retraites ! Mais allons même plus loin, ce ségur a eu lieu post confinement, dont l'objectif réel fut de permettre aux hôpitaux de tenir... ce ségur a-t-il créé des lits d'hospitalisation ? De réanimation ? Non ils ont continué à diminuer... Ce gouvernement, ces libéraux, ces patrons n'ont toujours pas compris ou ne veulent pas comprendre... pas de reprise économique et pas de relance sans service public !

Certains qui s'offusquent aujourd'hui de la re-fermeture des bars et restaurants se sont-ils offusqués des suppressions de lits d'hôpitaux ? Du manque de personnels hospitaliers ? Tous ces politiques de droites qui s'étonnent aujourd'hui du carnage dont ils sont les instigateurs depuis des décennies.

Ce ségur nous a très vite montré l'inconséquence, l'arrogance, l'incompétence des gouvernants face à une crise sanitaire qui va devenir économique et sociale.

Fonction Publique :

La même idéologie libérale est à l'œuvre avec : la continuité de la loi de transformation de la fonction publique, la mise en place du CSA au conseil supérieur de la fonction publique en juillet, la déclinaison des LDG dans toutes les administrations, la suppression des congés bonifiés, la mise en place des services généraux communs au 1^{er} janvier 2021 etc.

Et il faut bien sur intégrer ces chantiers dans le projet de loi 3D (différenciation, décentralisation, déconcentration), si cela fait penser à la stratégie de déconfinement du 1^{er} Ministre Castex, toute ressemblance ne serait que fortuite et pure coïncidence bien sur ...

Nomination de nouveaux préfets, montée en puissance du ministère de l'intérieur, transformation de la fonction publique qui induit rupture d'égalité et de continuité de l'État, et mets en concurrence les territoires... l'objectif est bien sans ambiguïté, démanteler la fonction publique vue comme une entrave au tout libéral...

L'affaire d'Anthony Smith, inspecteur du travail, relève de cette volonté des politiques de casser la neutralité et l'indépendance des fonctionnaires, pour mieux servir le medef et cie.

Mais la lutte menée par l'UFSE et le comité de soutien a payé. Oui c'est bien une première victoire même q'il faut continuer à lutter pour la levée totale des sanctions. En ce sens et conformément à la décision de la dernière CEN, un courrier a été envoyé à E. Borne.

Je tenais à ce stade à vous parler de la situation de Sofiane Touzaline. Sofiane est un collègue de la pénitencière, en 2015, il fait l'objet d'accusation à tort, de la part de la directrice des Beaumettes, de radicalisation, de prosélytisme religieux et d'incitation au terrorisme. Sofiane s'est battu à

l'époque pour nier ces accusations, et aucune procédure disciplinaire n'est d'ailleurs ouverte. Il s'agissait bien de racisme et de délit de fasciés à son encontre et à l'encontre de 3 autres de ses collègues. Depuis il a porté plainte contre cette directrice (qui ne l'est plus) au pénal, la procédure est toujours en cours.

En 2018, Sofiane passe le concours d'agent administratif à la DGFIP, qu'il obtient, tout comme sa convocation pour la scolarité etc. Mais la DGFIP lui retire le bénéfice du concours.

Sans entrer dans tous les détails, depuis 2018, accompagné et soutenu par la section du 13 avec en première ligne Philippe Laget et du syndicat national, une bataille juridique est menée. Le 17 juillet dernier le tribunal somme la DGFIP d'intégrer Sofiane dans les 3 mois du jugement. Il faut saluer cette première victoire qui n'a pu aboutir que par la ténacité et le courage de Sofiane pour être blanchi et rétabli dans ses droits, de Philippe, de la section du 13, de son avocat, d'Olivier Vadebout à l'époque et de l'UFSE. Depuis une réunion a eu lieu avec Sofiane, son avocat, Philippe, l'UFSE, la fédération et le syndicat, car à ce jour Sofiane n'est toujours pas intégré dans le corps des agents administratifs de la DGFIP.

Suite à entretien téléphonique avec le DG vendredi dernier, il s'avère que la DGFIP fait appel mais sans élément de preuve et que le DG ne connaissait pas tous les éléments du dossier ! Hallucinant ! Et notamment que Sofiane n'a jamais fait l'objet d'aucune sanction disciplinaire, qu'il travaille aujourd'hui à la réinsertion des jeunes délinquants et qu'il est toujours lourdement armé dans l'exercice de ses fonctions et que N Belloubet devant la presse avait précisé que plus aucune suspicion ne pesait sur Sofiane.

Le dossier est donc toujours en cours et un communiqué de presse commun sera fait, la confédération va être informée, afin que comme pour Anthony, toute la CGT soit à ses côtés.

Le combat de Sofiane est le sien, mais il ne se bat pas que pour lui, il lutte pour que la lutte essentielle contre la radicalisation et le terrorisme ne passe pas par l'accusation d'innocents, et son combat s'inscrit bien sur dans la lutte contre toutes les formes de racisme.

Sofiane nous fait régulièrement savoir que ses soutiens le font tenir, afin de le lui montrer encore une fois, nous vous proposons d'inviter Sofiane et Philippe à une de nos prochaines CEN afin de lui démontrer encore une fois notre soutien, de vous permettre d'échanger avec lui et d'ici là on espère fêter son intégration à la DGFIP.

A la DGFIP :

Les mêmes politiques ayant les mêmes effets, les chantiers de contre réformes ont repris en mode « rattrapons le retard » : NRP, démétropolisation, LDG, externalisations, restructurations, recrutements de contractuels etc.

Alors même que les collectifs de travail, les collectifs militant ont souffert du confinement et que les agents font encore face à des préoccupations liées à la crise sanitaire.

Afin de permettre aux agents de relever la tête, d'exprimer leurs revendications, la DGT Fip suivie de Solidaires Fip avait rejoint l'appel à la grève du 17 septembre. Cette journée a comptabilisé 5,6 % de grévistes à la DGFIP. Ce taux, au vu de la situation peut être analysé comme un bon début... sauf à le mettre en perspective des taux de grève dans la fonction publique... moins de 1 % et nous avons le plus fort taux !

Au conseil national de l'UFSE a été proposé de rejoindre la journée de mobilisation et de manifestation nationale des personnels de la santé le 15 octobre prochain, en lien avec la loi de finances. Au vu des chiffres du 17 et du temps de préparation de cette journée, le syndicat a émis des réserves sur un appel à cette journée.

Des réunions intersyndicales DGFIP régulières ont été ré enclenchées, mais en transparence elles sont poussives... des accords pour des expressions intersyndicales sont trouvés mais les

propositions restent parfois creuses sur le fond et sur la forme... Sans parler de divergences profondes sur certains points comme le « dialogue social ».

Une journée de grève DGFIP a été abordée dans les discussions, et nous devons en débattre, elle serait envisagée vers fin novembre autour de la date du CTR.

Dans la période que nous traversons, il nous faut discuter entre nous, sans filtre, de ce que nous avons à proposer aux agents, quelles victoires sont possibles, quelles batailles sont à mener et comment ?

Les constats sont désastreux, nombreux, pour autant nous nous devons de sortir de ces débats avec une stratégie, des perspectives et des propositions adaptées à la situation, à l'état d'esprit dans les services, en toute lucidité et sans langue de bois.

Le droit à l'information des syndiqués et agents est fondamental, mais nous ne pouvons nous contenter d'alourdir encore l'enclume sur la tête des agents sans travailler sur nos propositions.

Autrement dit, pour mettre les pieds dans le plat comme à mon habitude, nous ne pouvons revendiquer un monde d'après différent, si à la CGT nous restons nous même dans le monde d'avant. Il nous faut débattre avec franchise, en tirant les leçons des luttes récentes, et en prenant en compte nos forces et faiblesses militantes sans empiéter sur le débat dédié à ce sujet. Les équipes militantes et les collectifs de travail doivent se reconstruire et ces paramètres sont à prendre en compte dans nos analyses et décisions.

Quelque soit notre analyse sur cette crise, elle est là, elle a eu un impact sur la vie professionnelle et personnelle des agents et des militants, ainsi si tout ne doit pas être considéré en mode « covid », nous ne pouvons faire abstraction de cette crise sanitaire sans précédent.

Durant cette CEN tous les sujets sont très liés et l'exercice qui va consister à scinder nos débats va probablement être difficile, mais certains points nous ont apparus comme devant faire l'objet d'un débat dédié, comme le dialogue social et l'état des équipes militantes.

Dans un premier temps de débats nous vous proposons donc de ne pas aborder ces 2 derniers thèmes, mais de rester sur l'actualité revendicative. Pour autant il s'agira, avant même de parler de nos forces militantes et de nos faiblesses, de discuter de nos perspectives.